



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DISTILLERIES VINICOLES DU BLAYAIS**

8, lieudit Roque de Thau  
33710 Villeneuve

Références : 25-0100  
Code AIOT : 0005201404

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2025 dans l'établissement DISTILLERIES VINICOLES DU BLAYAIS implanté 8, lieudit Roque de Thau 33710 Villeneuve. L'inspection a été annoncée le 15/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection, objet du présent rapport, a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle a eu pour objectif de contrôler par sondage le respect de l'arrêté préfectoral en vigueur du site.

Il est à noter que, durant l'inspection, la chaudière biomasse est tombée en panne (rupture de la chaîne mécanique), induisant un arrêt progressif de l'activité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DISTILLERIES VINICOLES DU BLAYAIS
- 8, lieudit Roque de Thau 33710 Villeneuve
- Code AIOT : 0005201404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Distilleries Vinicoles du Blayais (DVB) exploite une distillerie sur la commune de Villeneuve d'une capacité de production maximale de 280 hl/j. L'établissement est équipé d'une cuverie constituée de 7 cuves d'alcool, d'une bande de diffusion, de deux colonnes de distillation et d'un évaporateur.

Cette distillerie traite et valorise les marcs de raisin, les lies de vin ainsi que du vin du département (Blaye, Bourg, Médoc). Ces matières premières servent à produire de l'éthanol pour la biocarburant ou de l'alcool de bouche (distillation du vin) et du tartrate de calcium pour l'industrie agroalimentaire. Le site produit également des distillats alcooliques (avec la lie). Le site est équipé d'une chaudière biomasse fonctionnant avec les pépins/pulpe de raisin.

L'activité du site débute fin septembre/début octobre jusqu'à fin juin au plus tard. Le site emploie 17 personnes.

Au regard des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), l'activité du site est autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 4 mars 2022, remplaçant celui de 1982.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Odeur
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Chaudière biomasse – Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74-III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Chaudière biomasse – Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 77	Demande d'action corrective	2 mois
7	Chaudière biomasse – Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86	Demande d'action corrective	2 mois
9	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
13	Bruit	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 6.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
17	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 4.3.9.1	Demande d'action corrective	2 mois
19	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 7.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
20	Installations électriques	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 7.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
22	Formation du personnel	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 7.4.5	Demande d'action corrective	2 mois
23	Energies du site	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 7.6.5	Demande d'action corrective	2 mois
24	Dépotage/remplissage d'alcool	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 8.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
25	Détecteurs de gaz	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 8.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
26	Acide nitrique	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 8.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 31/12/1999, article R.515-114 à 116	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 3.2.4 & 9.2.1.1	Sans objet
4	Chaudière biomasse – Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64	Sans objet
8	Chaudière biomasse – Entretien	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I	Sans objet
10	Activités	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 1.2.1	Sans objet
11	Contrôles à effectuer	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 2.7.1	Sans objet
12	Odeurs	AP Complémentaire du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		04/03/2022, article 3.1.3	
14	Consommation d'eau	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 4.1.1 & AM du 30/06/2023, article 3	Sans objet
15	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 4.3.2	Sans objet
16	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 4.3.4 & 4.3.5	Sans objet
18	Risques technologiques	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 7.1.2	Sans objet
21	Installations Foudre	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 7.6.3	Sans objet
27	Liste des installations classées	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 1.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité du site respecte le cadre de son arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant entretient ses installations en suivant les exigences réglementaires. L'exploitant a mis en place une organisation pour s'assurer du suivi des sujets environnementaux et de sécurité.

L'inspection a conduit à identifier quelques écarts appelant des réponses de la part de l'exploitant. Ces dernières doivent faire l'objet d'une réponse suivant les délais précisés dans les fiches de constat.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Registre MCP

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/12/1899, article R.515-114 à 116
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Recensement des installations de combustion de taille moyenne (MCP)
<b>Prescription contrôlée :</b>  R.515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance

<p>des installations de combustion moyennes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li> <li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;</li> <li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li> <li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li> </ul> <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <p>[...] - au plus tard le 31 décembre 2028 pour les installations de puissance supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 5 MW, [...]</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R.515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre MCP a été consulté. La chaudière biomasse du site est enregistrée sous l'ID n°14217417.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Combustible

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle du type combustible pour classement 2910-B1
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.</p> <p>Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- leur origine ;</li> <li>- leurs caractéristiques physico-chimiques ;</li> <li>- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;</li> <li>- l'identité du fournisseur ;</li> <li>- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.</li> </ul>

<p>A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.</p> <p>Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La chaudière de la distillerie est classée sous la rubrique 2910.B-1, relevant du régime de l'enregistrement.</p> <p>Elle a été mise en service en 2012. La puissance est de 4,4 MW. Le combustible utilisé est de la biomasse (pépins/pulpes de raisin valorisés suite au traitement des marcs pour distillation). Le combustible est donc produit sur site, en coproduit de l'activité.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'analyses des caractéristiques de son combustible.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées des caractéristiques du biocombustible utilisé, conformément à l'arrêté ministériel suscité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 3.2.4 &amp; 9.2.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE et surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec.</p> <p>Concentrations maximales instantanées - Jusqu'au 31 décembre 2029</p> <p>Conduit n°1 - Chaudière biomasse</p> <p>Concentration en O<sub>2</sub> de référence 6% sur gaz secs</p> <p>Poussières : 50 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>NO<sub>x</sub> en équivalent NO<sub>2</sub> : 750 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>SO<sub>2</sub> : 225 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>CO : 250 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>COVNM : 50 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>HAP : 0,1 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>Dioxines et furanes : 0,1 ng TEQ/Nm<sup>3</sup></p> <p>Chlorure d'hydrogène (HCl) : 30 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>Fluorure d'hydrogène (HF) : 25 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés : 0,05 mg/Nm<sup>3</sup> par métal et 0,1</p>

<p>mg/Nm<sup>3</sup> pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)</p> <p>Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 1 mg/Nm<sup>3</sup> exprimée en (As + Se + Te)</p> <p>Plomb (Pb) et ses composés : 1 mg/Nm<sup>3</sup> exprimée en Pb</p> <p>Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 20 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>Autosurveillance : tous les ans</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de mesures des émissions atmosphériques du 05/12/2024 par Bureau Veritas a été présenté.</p> <p>Les valeurs limites de rejets (VLE) sont respectées au regard des mesures réalisées sous accréditation COFRAC.</p> <p>Les mesures sont réalisées de manière annuelle.</p> <p>Il a été relevé que le rapport ne présente pas les résultats pour le paramètre "Somme" Cd+Hg+Tl mais les concentrations par métal sont bien renseignées. La somme est très inférieure à la VLE "somme".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Chaudière biomasse – Démarrage et arrêt**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Démarrage et arrêt</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La procédure de démarrage et arrêt de la chaudière a été présentée et vue affichée à côté de l'installation.</p> <p>Une formation à la "Conduite de chaufferie" a été dispensée les 11 et 12 septembre 2024 par Bureau Veritas à 10 personnes de la société.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Chaudière biomasse – Surveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. Les polluants atmosphériques [...] qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne</p>



font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

La mesure ou l'estimation d'un polluant atmosphérique n'est pas obligatoire au titre du présent chapitre, si l'installation de combustion n'est pas soumise à une VLE pour ce polluant, excepté pour le CO ou lorsque l'exemption de VLE est justifiée par un fonctionnement de moins de 500 heures par an. Dans ce cas, l'article 80 est applicable.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas d'analyses des caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible. L'arrêté préfectoral du site en vigueur prescrit le respect des paramètres fixés par l'arrêté ministériel de prescriptions générales.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifie par les analyses des caractéristiques du combustible (cf. fiche de constat n°2) la nature de la surveillance des rejets atmosphérique de la chaudière.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Chaudière biomasse – Autosurveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 77

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesure en continu pour installations combustible 2910-B et P<20 MW

**Prescription contrôlée :**

Mesure en continu pour les installations comprenant un appareil consommant au moins un combustible visé en 2910-B.

I. Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW comprenant au moins un appareil consommant au moins un combustible visé en 2910-B, l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets de SO<sub>2</sub> basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation pour les appareils consommant un combustible relevant de la rubrique 2910-B. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées dans le programme de surveillance, prévu à l'article 74 du présent arrêté.

II. Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW comprenant au moins un appareil consommant au moins un combustible visé en 2910-B, une évaluation en permanence des poussières rejetées est effectuée pour les appareils consommant un combustible relevant de la rubrique 2910-B.

**Constats :**

L'exploitant ne procède pas à l'estimation journalière des rejets de SO<sub>2</sub>, ni à l'évaluation en

permanence des poussières rejetées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant intègre les prescriptions de mesure en continu fixées par l'arrêté suscité dans sa surveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Chaudière biomasse – Efficacité énergétique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO<sub>2</sub>).</p> <p>Pour les installations de puissance inférieure à 20 MW, l'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R.224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique, conformément aux articles R.224-20 à R.224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.</p>
<b>Constats :</b>
<p>L'exploitant ne dispose pas de contrôle de l'efficacité énergétique de sa chaudière.</p> <p>L'exploitant a indiqué disposer d'un audit énergétique de l'usine (rapport du 17/08/2023) indiquant que la chaudière présente un rendement de 84 %, sans précision sur le calcul.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique de sa chaudière biomasse conformément à la réglementation suscitée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Chaudière biomasse – Entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ESP
<b>Prescription contrôlée :</b>
I. L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L.557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations

nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. [...]

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : [...]

- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; [...]

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté:

- l'attestation de requalification de la chaudière biomasse, datée du 12/09/2022 (épreuve hydraulique faite le 30/08/2022), éditée par l'Apave;
- l'attestation de vérification périodique datée du 03/01/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 9 : Équipements sous pression**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi des équipements

#### **Prescription contrôlée :**

III. L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

#### **Constats :**

En ce qui concerne les appareils à pression, en plus de la chaudière, l'exploitant dispose de 2 compresseurs d'air :

- un dont la vérification périodique a été faite le 03/01/2024, nécessaire au procédé de recyclage d'eau,
- un neuf de 2023 situé à proximité de la chaudière.

L'exploitant ne dispose pas d'un inventaire tel que prescrit par l'arrêté ministériel suscit. Il est à noter qu'il a été constaté que le nouveau compresseur n'était pas référencé dans le programme de suivi des équipements du site.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant complète la liste de ses équipements sous pression suivis conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 10 : Activités

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Les produits ci-dessous sont également stockés sur site : - marcs de raisin frais à hauteur de 22000 tonnes au maximum sur un dallage étanche avec récupération des jus ; - lies de vin à hauteur de 2150 m <sup>3</sup> stockées dans 16 à 19 réservoirs aériens de stockage ; - vins à hauteur de 900 m <sup>3</sup> stockés dans 1 à 3 réservoirs aériens de stockage ; - vinasses à hauteur de 2000 m <sup>3</sup> stockées dans un réservoir aérien ; - marcs désalcoolisés et rafles (amendements organiques) à hauteur de 1500 tonnes En dehors des vins et des alcools stockés, aucun liquide présent sur site n'a un titre alcoométrique supérieur à 10°. Pour information, les lies de vin titre à moins de 10°, la piquette à 4° et les vinasses à 0° ; ces trois liquides ne sont donc pas combustibles. Les vins ne sont pas stockés dans des installations pourvues d'une toiture ; ils sont stockés en extérieur dans des réservoirs aériens.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté durant l'inspection que les stocks de marcs sur la dalle de stockage étaient faibles. Les volumes et tonnages de produits fixés par l'arrêté étaient respectés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Contrôles à effectuer

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 2.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles à effectuer
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les contrôles périodiques à effectuer sont a minima les suivants : Articles. Contrôles à effectuer : Périodicité du contrôle 7.3.1. Vérification des moyens de protection incendie : Annuelle 8.2.1. Vérification de l'état des cuves d'alcools et de leur équipements, dont les mises à la terre et des liaisons équipotentielle des cuves d'alcools : Annuelle et Vérification visuelle à minima 1 fois/mois 8.2.3. Vérification des rétentions : Annuelle 8.3.4. Vérification de la continuité électrique et de l'état des flexibles : Annuelle

<p>8.4.6. Analyse légionella : Bimestrielle</p> <p>9.2.1. Autosurveillance des rejets atmosphériques pour la chaudière biomasse : Tous les 1 an</p> <p>9.2.3. Autosurveillance des rejets aqueux : en fonction des paramètres</p> <p>9.2.5. Mesures des niveaux sonores : tous les 3 ans</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que les périodicités des contrôles sont respectées, à savoir :</p> <p>Vérification des moyens de protection incendie : Vu le rapport de maintenance des extincteurs, RIA, désenfumage du 3/09/2024 par MP Incendie (cf fiche de contrôle n°19)</p> <p>Vérification de l'état des cuves d'alcools et de leur équipements, dont les mises à la terre et des liaisons équipotentielle des cuves d'alcools &amp; Vérification des rétentions : vu la fiche de vérification périodique du stockage d'alcool remplie mensuellement</p> <p>Vérification de la continuité électrique et de l'état des flexibles : vu le rapport Apave du 25/07/2024</p> <p>Analyse légionella : vu les résultats renseignés sur GIDAF</p> <p>Autosurveillance des rejets atmosphériques pour la chaudière biomasse : vu le rapport de Bureau Veritas (cf fiche de contrôle n°3)</p> <p>Autosurveillance des rejets aqueux : vu les résultats renseignés sous GIDAF (cf fiche de contrôle n°17)</p> <p>Mesures des niveaux sonores : vu le rapport Apave d'avril 2023 (cf fiche de contrôle n°13)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Odeurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 3.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Cependant, l'exploitant réalise un état des lieux initial de la situation olfactive de son établissement dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. En outre, cette évaluation olfactive est réalisée lorsque l'établissement est en fonctionnement normal et couvre l'ensemble des sources susceptibles d'émettre des odeurs. En cas d'écarts aux valeurs limites suscitées, l'exploitant met en œuvre les actions correctives adéquates pour réduire les émissions d'odeurs sous ces seuils.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une étude odeurs a été menée par la société Environnement Air, qui a fait l'objet d'un rapport daté du 14 mars 2023. Ce rapport conclut que la cheminée de la chaudière est la source</p>

<p>principale d'émissions odorantes et que les valeurs réglementaires d'émission d'odeurs sont respectées.</p> <p>Les mesures ont été faites le 15 février 2023, période de fonctionnement normal d'activité.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir de problématique avec le voisinage à ce sujet.</p> <p>L'exploitant met en place autant que de besoin un dispositif de captation des odeurs. Des pots d'inhibiteurs d'odeurs ont notamment été constatés en bordure du réservoir de vinasses.</p> <p>Il a été recommandé à l'exploitant de tracer au mieux l'activité du site (stocks, incidents, etc) afin de pouvoir identifier les éventuelles émissions odorantes en cas de besoin.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émergence
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</p> <p>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A) : 6dB(A)</li> <li>- Supérieur à 45 dB(A) : 5 dB(A)</li> </ul> <p>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A) : 4 dB(A)</li> <li>- Supérieur à 45 dB(A) : 3 dB(A)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au regard des conclusions du rapport de mesures acoustiques réalisées par l'Apave les 16 et 17 février 2023, il a été relevé que l'émergence calculée en zone à émergence réglementée (maison voisine en limite de propriété sud-est) est non conforme de jour comme de nuit.</p> <p>Aucun plan d'action n'a été engagé par l'exploitant afin de lever ces non-conformités.</p> <p>Il est à noter que les niveaux de bruit mesurés en limites de propriété sont quant à eux conformes. De plus, l'exploitant a indiqué ne pas avoir de problématique avec le voisinage à ce sujet.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de la prise en compte de ces non-conformités, notamment en identifiant les sources de bruit et les mesures de réduction possibles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 14 : Consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 4.1.1 & AM du 30/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les consommations d'eau. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées L'alimentation en eau du site provient : <ul style="list-style-type: none"><li>- du réseau d'eau potable communal pour des usages sanitaires et pour la production de vapeur ;</li><li>- d'un prélèvement en eau de surface au droit du Le Grenet (= Le Rousselet) pour les besoins industriels (pour le refroidissement des installations de distillation de marcs, de vins et de lies).</li></ul> La limitation d'eau prélevée est de : <ul style="list-style-type: none"><li>- 35 000 m<sup>3</sup>/an pour les eaux de surface provenant du Ruisseau Le Grenet.</li><li>- 27000 m<sup>3</sup>/an pour les eaux du réseau d'eau potable.</li></ul> Concernant spécifiquement les prélèvements dans Le Grenet, les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Origine de la ressource : Eaux superficielles Nom de la masse d'eau : Ruisseau Le Grenet / Le Rousselet Prélèvement maximal annuel (*) : 35 000 m <sup>3</sup> /an Débit maximal horaire : 12 m <sup>3</sup> /h - journalier : 285 m <sup>3</sup> /j (*) le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés quotidiens ou hebdomadaires pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur  [...] Arrêté du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnementArticle 3Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : [...]2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;[...]
<b>Constats :</b>  Les relevés de compteurs sont réalisés tous les vendredis, reportés de manière manuscrite sur un registre. Le suivi des consommations d'eau du site a été présenté :  # relevé du réseau d'eau de ville (pour le fonctionnement de la chaudière) : 31/12/2023 : 188 954,2 m <sup>3</sup> au total dont 27 280 m <sup>3</sup> en 2023  31/12/2024 : 216 184,1m <sup>3</sup> soit 27 229,9 m <sup>3</sup> en 2024 07/02/2025 : 219 730,8 m <sup>3</sup>  La consommation d'eau de ville dépasse légèrement le volume autorisé ces 2 dernières années,

<p>années à forte activité.</p> <p># relevé de consommation dans le Grenet :  31/12/2023 = 27 250 m<sup>3</sup> au total dont 11 793 m<sup>3</sup> en 2023  21/12/2024 = 38 927 m<sup>3</sup>, soit 11 677 m<sup>3</sup> en 2024</p> <p>07/02/2025 = 40 194 m<sup>3</sup></p> <p>L'exploitant a justifié auprès de l'inspection des installations classées qu'il n'était pas visé par l'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié suscité car sa consommation d'eau a été réduite de plus de 20% depuis le 01/01/2018 (vu le courrier à l'agence de l'eau du 13/07/2023 à ce sujet).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fossé
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les eaux traitées se déversent dans un fossé d'accompagnement réputé étanche jusqu'à une zone de mélange avec le Grenet pour ensuite rejoindre, via des canalisations bétonnées, la Garonne au niveau de l'Estuaire de la Gironde. Les voiries sont correctement nettoyées et entretenues afin d'éviter toute pollution des eaux pluviales. Enfin, les marcs de raisin et jus associés, entreposés notamment à l'entrée des installations, sont stockés dans des conditions permettant d'éviter leur envoi vers le milieu extérieur, notamment en cas de fortes pluies. L'exploitant met en place à cet effet des dispositions physiques permettant le maintien in situ de ces matières pour limiter leur envoi en outre dans le fossé situé entre l'entrée des installations et la RD669.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le fossé d'accompagnement a été constaté en bon état.  Les faibles stocks de marcs constatés étaient entreposés de manière à ne pas induire un risque d'envoi vers l'extérieur du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 4.3.4 & 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne-marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.  La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p>



<p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutit au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :</p> <p>Point °1 (vers La Garonne):</p> <p>Nature des effluents : Eaux industrielles (vinasses en sortie de distillation)</p> <p>Débit : 120 m<sup>3</sup>/j maximum</p> <p>Exutoire du rejet : La Garonne, au niveau de l'Estuaire de la Gironde</p> <p>Traitement avant rejet : Décantation, bassin d'aération, clarificateur et lagunage</p> <p>Milieu naturel récepteur : La Garonne</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations de traitement des eaux sont correctement suivies et entretenues.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : Rejets aqueux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 4.3.9.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission (VLE) des eaux résiduaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le rejet des eaux résiduaires traitées de la distillerie dans la Garonne, ne devant pas excéder 120 m<sup>3</sup>/j, doit respecter les valeurs limites d'émission suivantes :</p> <p>MES : 100 mg/l (flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg)</p> <p>DCO : 300 mg/l (flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg)</p> <p>DBO<sub>5</sub> : 100 mg/l (flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg)</p> <p>N global : 30 mg/l</p> <p>P total : 10 mg/l</p> <p>Cuivre : 0,25 mg/l</p> <p>Zinc : 0,8 mg/l</p> <p>Arsenic : 25 µg/l</p> <p>Nonylphénol : 25 µg/l</p> <p>Hydrocarbures totaux : 10 mg/l</p> <p>Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats renseignés sous GIDAF ont été consultés pour la période de 01/2024 à 02/2025.</p> <p>Il ressort de ces analyses que la VLE de la DBO<sub>5</sub> de 100 mg/l a été dépassée 12 fois sur 47 mesures (mars, avril et décembre 2024), induisant 5 fois un dépassement du flux maximal autorisé de 15 kg/j.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer ces dépassements.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'exploitant s'assure du respect de la VLE pour le paramètre DBO <sub>5</sub> , et identifie au besoin les actions nécessaires pour la respecter.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 18 : Risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 7.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de Secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un plan de localisation des stockages, présenté en inspection, sur lequel les quantités maximales sont indiquées. Ce document est disponible informatiquement ou en version papier dans un classeur de suivi. Il a été recommandé durant l'inspection de rendre ce plan disponible plus facilement pour les services de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 19 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les besoins en eau pour la défense contre l'incendie de l'établissement sont a minima de 90 m <sup>3</sup> /h pendant deux heures (soit un volume d'eau de 180 m <sup>3</sup> ). L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;</li> <li>- d'une réserve naturelle incendie de 2 500 m<sup>3</sup> munie d'au moins un module / colonne d'aspiration de diamètre 150 mm (chaque module / colonne d'aspiration est muni de 2 demi-raccords pompiers normalisés de 100 mm et de vannes quart de tour) et dimensionnées selon les préconisations de l'annexe du présent arrêté. L'aire de stationnement des engins du SDIS, pour permettre une mise en aspiration au droit de ladite réserve, est dimensionnée selon les préconisations tracées dans cette même annexe ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation en nombre suffisant ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés (RIA) judicieusement répartis notamment pour lutter contre un</li> </ul>

<p>sinistre au niveau des zones suivantes : à proximité de la chaudière et à proximité des colonnes de distillation.</p> <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique (a minima annuelle) et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La vérification du matériel de protection incendie (extincteurs, RIA, désenfumage) a été réalisée en septembre 2024 par MP Incendie.</p> <p>Le rapport de vérification relève le non raccordement d'une trappe de désenfumage. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la levée de cette observation durant l'inspection.</p> <p>La colonne d'aspiration sur la réserve naturelle incendie (lagune) a été constatée. Toutefois, suite à une erreur de diamètre des raccords installés, la réception de cette installation a pris du retard et n'a pas encore été menée par le SDIS. L'exploitant a indiqué avoir relancé le SDIS récemment à ce sujet.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifie de la levée de l'observation concernant la trappe de désenfumage.</p> <p>L'exploitant fait réaliser un essai de mise en aspiration réelle pour valider la conformité du module d'aspiration sur la réserve d'eau du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 20 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 7.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Une vérification de la thermographie est également réalisée annuellement par un organisme compétent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques a été présenté (APAVE, 10/02/2025). Ce rapport identifie des observations sans remise en cause du risque incendie vu le certificat Q18.</p>

Le rapport indique, dans les limites d'intervention, que " les coupures des installations se feront pendant l'arrêt d'usine au mois d'août 2025 pour des raisons d'exploitation". Toutefois, il est à noter que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, le refus de couper le courant ou même des coupures partielles doit impliquer une « non-conformité » dans le rapport, sur les consignes du Ministère du travail. Le rapport doit donc être corrigé en ce sens.

L'exploitant a également procédé à une vérification des installations par thermographie (rapport APAVE du 27 mars 2024). Le rapport identifie des observations et conclue à un risque incendie existant vu le certificat Q19.

La levée des observations des rapports n'a pas pu être justifiée durant l'inspection.  
L'exploitant a indiqué que la traçabilité est faite directement sur les fiches de constat du rapport (rapport 2023 présenté pour exemple).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifie de la levée des observations identifiées lors des contrôles des installations électriques suscitées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 21 : Installations Foudre**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/03/2022, article 7.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérifications

**Prescription contrôlée :**

[...] Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes aux préconisations de l'analyse du risque foudre et de l'étude technique. Elles font l'objet d'une vérification visuelle annuelle et d'une vérification complète tous les deux ans. Ces vérifications sont effectuées par un organisme compétent. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Les dispositions de protection contre la foudre de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié sont applicables à l'établissement.

**Constats :**

Les rapports de vérification du dispositif Foudre du 20/10/2023 (complète) et du 30/10/2024

(visuelle) par PM Expertises ont été présentés et concluent à des installations conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 22 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le personnel est formé annuellement à la sécurité (rappel des consignes de sécurité, permis de feu, manipulation des extincteurs /des robinets d'incendie armés (RIA), consignes pour l'accès des pompiers...). Cette formation est tracée dans un registre avec la liste des participants et le contenu de la formation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué procéder à des sensibilisations ponctuelles. Le dernier exercice de mise en situation d'incendie a été mené en février 2020 avec les pompiers.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifie de la formation annuelle à la sécurité de son personnel, notamment par l'organisation d'un exercice de mise en situation accidentelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 23 : Energies du site**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 7.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Coupure des energies
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositifs d'arrêt d'urgence de type « coup de poing » concernant les réseaux d'énergie doivent être facilement accessibles par les équipes de secours.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté que la vanne de coupure de gaz est identifiée et accessible à l'entrée du site. En ce qui concerne l'alimentation en électricité, la coupure peut se faire depuis le transformateur qui se situe dans l'atelier. Le poste de livraison situé à l'extérieur n'est pas accessible.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant met en place un dispositif facilement accessible par les équipes de secours permettant de couper l'électricité du site.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 24 : Dépotage/remplissage d'alcool**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pompes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les pompes servant au remplissage ou au dépotage sont équipées d'un arrêt d'urgence de type coup de poing visible et d'accès facile. [...]
<b>Constats :</b>  Dans le local des cuves de stockage d'alcool, il a été constaté la présence d'une pompe, non utilisée durant la visite. Cette dernière n'était pas équipée d'un arrêt d'urgence. Selon l'exploitant, le dispositif serait présent sur la télécommande de l'appareil, non vue. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'une pompe de remplacement ; la pompe principale étant en panne.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifie de la présence d'un arrêt d'urgence sur la pompe utilisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 25 : Détecteurs de gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification & Utilisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose au moins d'un détecteur gaz portatif au sein de l'établissement et ce, pour être utilisé en tant que de besoin au niveau des zones de stockage, d'empotage, de distillation et de transfert d'alcools sur site. Ce détecteur gaz est adapté pour des gaz de type vapeurs d'alcools (éthanol...). Ce détecteur portatif fait l'objet de contrôle métrologique à fréquence annuelle. Ce détecteur gaz peut être utilisé comme mesure de prévention à tout incident / accident ; par exemple en cas de travail par points chauds au niveau d'un réservoir ou d'une zone susceptible d'émettre des vapeurs d'alcools, une vérification en utilisant ce type de détecteur est requise pour s'affranchir de tout risque d'explosion.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un détecteur de gaz portatif. Ce dernier permet de contrôler les

paramètres suivants : CO, H <sub>2</sub> S, O <sub>2</sub> (gaz toxiques et asphyxiants). La vérification de cet appareil respecte les périodicités requises (prochaine vérification : 06/2025). Le détecteur est tenue à disposition du personnel. Il a toutefois été souligné que son utilisation ne peut pas être contrôlée car non tracée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant justifie que le modèle de détecteur présenté est également adapté pour des gaz de type vapeurs d'alcools (éthanol...) aux caractéristiques explosives et inflammables.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 26 : Acide nitrique

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>
[...] Une procédure de dépotage est rédigée et affichée au niveau de l'aire de dépotage imposant la présence de deux personnes lors du dépotage et la présence d'un système de sectionnement d'urgence permettant de limiter toute fuite éventuelle. Une procédure d'appel d'urgence des services de secours en cas de déversement d'acide nitrique est établie et affichée. En cas d'épandage d'acide nitrique, le produit est dirigé vers un avaloir le plus proche pour rejoindre ensuite le réseau du site et le bassin à vinasses se devant d'être étanche. Ce bassin est muni d'un revêtement en béton étanche l'exploitant doit s'assurer périodiquement de son intégrité. [...]
<b>Constats :</b>
La cuve d'acide nitrique est placée dans une rétention. Une fissure traversante a été constatée sur l'un des muret constitutif de la rétention. La procédure de dépotage a été présentée et a été constatée affichée sur site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant justifie de l'étanchéité de la rétention de la cuve d'acide nitrique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 27 : Liste des installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2022, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cuve de gasoil
<b>Prescription contrôlée :</b>

4734 - Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : 20 m<sup>3</sup> de gasoil et 2 m<sup>3</sup> de fuel, soit 22 m<sup>3</sup> (NC)  
1435 - Station service : 20 m<sup>3</sup>/an de GNR et 150 m<sup>3</sup>/an de gasoil (NC)

**Constats :**

Suite à un changement de pratiques, l'exploitant a indiqué avoir supprimé la cuve de gasoil.  
Les rubriques 4734 et 1435 identifiées dans l'arrêté préfectoral du site sont donc modifiées en ce sens. S'agissant de rubriques non classées, l'inspection des installations classées prend note de cette modification.

**Type de suites proposées :** Sans suite